

Lutte de classe

Affaire Medef-UIMM : l'aristocratie financière revendique tous les pouvoirs.

De Villepin a déclaré, mercredi, que c'était l'ensemble du patronat qui devait tout mettre "sur la table". *"Il n'y a pas aujourd'hui les bons qui se situeraient du côté du Medef et les méchants du côté de l'UIMM, a dit l'ancien premier ministre lors de l'émission Questions d'info. Je n'ai pas vu aujourd'hui, y compris du côté du Medef, qu'on plaide dans le sens d'une transparence totale."*

De Villepin fait partie de la frange de la bourgeoisie qui s'inquiète des conséquences sociales imprévisibles et incontrôlables de la politique menée par Sarkozy au pas de charge, qui consiste à liquider tous les acquis et droits sociaux qui profitent à la majorité de la population.

De son côté, Parisot a décidé de convoquer les patrons des entreprises du CAC40. En prenant l'initiative de cette réunion, qui devrait avoir lieu en cette fin de semaine, la présidente du Medef cherche à rallier à sa cause les dirigeants des grandes entreprises dans le bras-de-fer qui l'oppose à l'UIMM avec en ligne de mire la recomposition de la représentation patronale.

Ce durcissement de la position du Medef est, selon l'UIMM, le signe d'une volonté de "rupture", le même terme martelé par Sarkozy avant et après son élection. *"Laurence Parisot entre dans une logique d'affrontement et de pouvoir. Personne n'a rien à gagner à affaiblir le secteur industriel déjà menacé par les pertes d'emplois"*, réplique-t-on au siège de la métallurgie.

Un des enjeux de ce conflit semble être le rééquilibrage du pouvoir au sein du Medef en fonction du poids déterminant dans l'économie capitaliste de l'industrie financière sur le secteur industriel. Pour être en ordre de bataille et affronter le prolétariat et ses organisations, le capitalisme dominant (banques, assurances et institutions financières) doit diriger les instances du patronat.

La véritable bataille est celle des mandats nationaux dans les structures du paritarisme. Et ils sont nombreux : un peu plus de 900 – dont une centaine détenus par l'UIMM – dans des domaines aussi divers que l'assurance-chômage, les caisses de retraites, la formation initiale et continue, le logement, la protection sociale, la médecine du travail, les conventions collectives... mais aussi le Conseil économique et sociale, les assemblées régionales, les centres officiels d'expertise, qui tous donnent lieu à des financements spécifiques, dont profitent également les syndicats ouvriers qui y participent, l'argent n'a pas d'odeur pour les adeptes de la collaboration de classes.

C'est le contrôle de cette représentation que le Medef entend reprendre en main. *"On ne peut considérer qu'une seule fédération peut représenter l'ensemble des entreprises"*, a déclaré Parisot mardi sur France 3, confirmant d'une certaine manière ce que j'ai avancé prudemment, les prises de positions qui figurent ci-dessous vont dans le même sens.

Au Medef, certains rêvent déjà de profiter de cette occasion pour engager une vaste restructuration avec la disparition des "bastions" des fédérations. Mardi, Mme Parisot a reçu le renfort de Carlos Ghosn, président de Renault. Et celui de Claude Bébéar, président d'honneur d'Axa (assurances) mercredi dans *Le Parisien* : *"Il faut repenser toute l'organisation du Medef en fonction de l'évolution de l'économie. Il est normal, a-t-il précisé, que l'UIMM joue un rôle important, mais ce rôle doit être proportionnel à son importance dans l'économie, et il est clairement disproportionné."*

Autrement dit, les représentants du secteur industriel en déclin en France doivent céder la place aux représentants de l'aristocratie financière qui contrôle l'économie capitaliste en France et à l'échelle mondiale, avant une nouvelle offensive annoncée contre le prolétariat.

(source : *Le Monde* 06 et 07.03)